

Les CHS CT (comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail) Un nouvel enjeu pour la profession Quel rôle ? Quelles compétences ?



Tout salarié, du public comme du privé, est en droit d'exiger de son employeur des conditions de travail qui ne dégradent pas sa santé et qui le protègent des risques professionnelles. Les CHS CT ont vocation à évaluer ces conditions de travail et à participer à la mise en œuvre d'une politique de prévention des risques professionnels par l'employeur. Dans le second degré, le chef de service est le recteur, éventuellement le chef d'établissement.

C'est un changement très profond pour nous qui implique un changement de point de vue dans la profession. A partir du moment où un salarié estime que sa santé est mise en danger par son travail, il est en droit de demander à son employeur de modifier l'organisation de son travail.

1°) Le CHS-CT est consulté - sur les conditions de travail travail, rythme, pénibilité des II est établi sur les indications du après consultation du CHSCT, une tâches), environnement physique d u bilan social. travail (température, éclairage, aération. bruit..). construction. aménagement et horaire. locaux. durée. aménagement du temps de travail, les projets importants d'aménagement modifiant conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail et avant tout projet introduisant des nouvelles l'estimation de son coût. conséquences sur la santé

conditions de travail et des actions conseiller

- sur le programme annuel de risques prévention des entretien des professionnels et d'amélioration des exposés. conditions de travail. programme est établi à partir de prévention tous les risques professionnels. Il précise, fiche. pour chaque réalisation ou action, ses conditions d'exécution

Dans chaque académie - sur le rapport annuel écrit faisant département, le médecin

la santé, de la sécurité et des périodiquement, en liaison avec le professionnelles) qui bénéficient de organisation du travail (charge de menées au cours de l'année écoulée. académique et départemental et établissements concernés.

professionnels risques l'académie et les nombres d'agents L'administration doit

Ce communiquer au médecin l'analyse faite par le CHSCT, des d'information propres à établir cette

> et 2°) Le CHS CT exerce des missions concrètes :

technologies susceptibles d'avoir des - sur la fiche collective de risques : - la visite régulière des locaux, des les et enquêtes auxquelles de participer les membres du CHSCT ou accidentés du travail). le bilan de la situation générale de prévention établit et met à jour (accidents du travail, maladies

prévention alors d'un droit d'accès dans les

fiche sur laquelle sont consignés les 3°) Le CHS CT participe à l'amélioration de la prévention : il analyse les risques et propose des actions de prévention, notamment des Risques Psycho Sociaux (RPS) comme le harcèlement moral et sexuel.

> Le rôle du comité est renforcé à l'égard de certaines catégories d'agents (les femmes et notamment femmes enceintes. peuvent travailleurs temporaires, handicapés

Les établissements disposent d'outils pour évaluer les conditions de travail des personnels

Le document unique (DU) qui répertorie toutes les unités de travail, qui évalue les risques pour chacune d'entre elles (salles, couloirs, gymnase, salle des maîtres, cours de récréation etc.), et propose des actions de prévention.

Les registres obligatoires

Le registre de santé et sécurité au travail (SST) qui se substitue au registre hygiène et sécurité. Ce registre est destiné au relevé d'observations, de problèmes ou de suggestions concernant:

- la prévention des accidents et la prévention des risques,
- l'amélioration des conditions de travail,
- l'hygiène, la sécurité et la santé au travail.

D'autres outils existent

Le Registre spécial de signalement d'un Danger Grave et Imminent (DGI) doit être utilisé si un agent exerce son droit d'alerte et de retrait, face à une situation de travail dont il a un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé.

Le Diagnostique Technique Amiante (DTA) qui permet de connaître l'exposition des salariés au risque amiante. Il est très important pour la reconnaissance de l'imputabilité au service d'un cancer de l'amiante même plusieurs années après avoir travaillé dans les locaux considérés. Il doit être révisé avant et après tous travaux de désamiantage ou en cas de chantier important. Les collectivités territoriales sont tenues de le réaliser et il doit être conservé dans l'établissement.

Enfin, à ne pas négliger, la commission d'hygiène et de sécurité (CHS), qui peut être convoquée à tout moment, même de façon exceptionnelle, pour évoquer tout problème de santé et de sécurité dans les locaux.

Ces outils sont réglementaires depuis de nombreuses années. Les chefs d'établissement, souvent, les méconnaissent et ne les installent pas. C'est à chacun de les faire vivre pour que nos conditions de travail et la prévention des risques professionnels s'améliorent dans nos établissements.

Pour nous contacter: SNES - Section académique de Versailles 3 rue Guy de Gouyon du Verger 94112 ARCUEIL Cedex, tel: 01 41 24 80 56, s3ver@snes.edu Vos représentants SNES en CHSCT-A et en CHSCTD-95 : Pour les contacter : ce.chsctd-sec-95@ac-versailles.fr Claudine BEZOL (CHSCT-A), Cédric CHIEPPERIN (CHSCT-A et 95), OUDOT Dominique (CHSCT 95), TAVARD Silvine (CHSCT 95), CREVOT François (CHSCT 95)